



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

sécurité des biens et des personnes

Question au Gouvernement n° 2862

Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Françoise de Panafieu, pour le groupe du RPR.

Mme Françoise de Panafieu. Ma question s'adresse au ministre de l'intérieur.

Mme Odette Grzegorzulka. Changez de disque !

Mme Françoise de Panafieu. Je vous conseillerais, monsieur le ministre, de garder votre calme. Personne ne se poulèche les babines à propos des problèmes d'insécurité, et nous préfererions mille fois avoir à poser d'autres questions. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Exclamations sur de nombreux bancs du groupe socialiste.)

M. Jean-Pierre Balligand. Tu parles !

Mme Françoise de Panafieu. Hier, interrogé par Jean-Claude Mignon sur les grandes difficultés que rencontre aujourd'hui la police, vous vous êtes contenté une fois de plus d'une réponse lénifiante, qui tentait de dédramatiser un constat pourtant clair: la solitude, le sous-encadrement, l'inexpérience et l'insécurité des personnels, la lourdeur des tâches administratives,...

Mme Odette Grzegorzulka. L'héritage !

Mme Françoise de Panafieu. ... l'insuffisance de la formation, l'inadaptation du redéploiement des forces à la délinquance de nuit, le peu de valorisation du statut. Vous abritant derrière une pseudo-démarche de transparence, vous vous évertuez à masquer un constat plutôt accablant.

Plusieurs députés du groupe socialiste. Votre bilan !

Mme Françoise de Panafieu. Reprenons simplement les faits depuis vingt-quatre heures, c'est-à-dire depuis votre réponse d'hier après-midi.

En rentrant chez nous, hier soir, la plupart d'entre nous, comme la plupart des Français, avons pu voir sur nos écrans de télévision des policiers en tenue manifester leur désarroi et leur impuissance en remettant aux conducteurs, voire aux auteurs d'infractions au code de la route des fac-similés de contraventions mettant au courant leurs interlocuteurs des revendications de la profession.

M. Lucien Degauchy. C'est tout de même un signe !

Mme Françoise de Panafieu. Ce matin même, en ouvrant nos journaux, en écoutant nos radios, nous avons appris que, la nuit dernière, dans le 18e arrondissement que, je crois, vous connaissez un peu (Exclamations sur plusieurs bancs du groupe socialiste), des groupes de jeunes, armés de cocktails Molotov, s'en étaient violemment pris aux forces de l'ordre. Des voitures ont été incendiées et l'unité de police visée a dû faire appel à des renforts. Il en a d'ailleurs été de même la semaine dernière dans l'arrondissement dont je suis le député, dont je suis le maire, et l'ensemble ou à peu près des élus présents pourraient vous citer de tels témoignages sur des problèmes qu'ils ont au quotidien ou de manière hebdomadaire dans leur circonscription.

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Monsieur le ministre, ces événements ne font que corroborer un constat d'impuissance de notre police nationale à qui vous ne donnez pas les moyens d'agir.

M. Lucien Degauchy. Il va répondre que tout va bien !

M. le président. Votre question, madame !

Mme Françoise de Panafieu. Il est temps de montrer une réelle

volonté qui redonnerait confiance à notre police fragilisée par le manque de moyens et de lui permettre, d'une part, d'assumer ses responsabilités et, d'autre part, de se faire respecter. Que comptez-vous faire pour répondre aux Français que cette insécurité déstabilise quand elle ne les terrorise pas ?

Il est temps de considérer que nous traitons là de la réalité quotidienne des Français. Ces problèmes et ces questions n'ont rien de traditionnel, comme vous le disiez d'une manière si désinvolte la semaine dernière, ou de délectable, comme vous venez de le dire à Laurent Dominati. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Daniel Vaillant, ministre de l'intérieur. Madame la députée, nous connaissons effectivement nos arrondissements respectifs, depuis longtemps, et je crois que nous en partageons souvent les difficultés...

M. Jean Ueberschlag. On ne dirait pas !

M. le ministre de l'intérieur. ... dont il ne faut évidemment pas se réjouir. Les difficultés se produisent sur fond d'habitat insalubre, et vous savez pourquoi cela a changé mais cela prendra évidemment un peu de temps (Exclamations et rires sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République), sur fond de ghettoïsation sociale, de délinquance, de toxicomanie, d'économie parallèle, d'exclusion sociale, d'échec scolaire, et c'est vrai que le nord-est parisien connaît depuis de trop nombreuses années de vraies difficultés. (Exclamations sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Philippe Auberger. Qu'avez-vous fait ?

M. Lucien Degauchy. C'est le résultat de votre politique !

M. le ministre de l'intérieur. Face à une telle situation, nous ne sommes pas restés inertes. Les plans contre la toxicomanie - et j'aurais voulu que vous nous accompagniez dans cette démarche quand vous étiez à la mairie de Paris -, les propositions d'éradication de l'habitat insalubre, les politiques visant à diminuer l'exclusion sociale ou la précarité ou la construction d'équipements de proximité permettront, je l'espère, de résoudre à l'avenir un certain nombre de difficultés.

M. Lucien Degauchy. Qu'avez-vous fait depuis quatre ans ?

M. le ministre de l'intérieur. Vous avez évoqué les problèmes récents. Ils montrent d'abord à quel point la tâche des policiers, auprès desquels je suis tous les jours, est difficile. Plutôt que les critiquer, je veux les encourager à poursuivre. J'instaure un dialogue permanent avec eux,...

M. Lucien Degauchy. Assez de promesses ! Des actes !

M. le ministre de l'intérieur. ... des progrès ont été réalisés pour le statut, le recrutement, les politiques mises en place, et je pense que les policiers font la différence entre ceux qui critiquent sans jamais proposer et ceux qui agissent au quotidien.

Alors, oui, il y a eu ces événements, et on ne peut pas mettre en cause la police nationale. (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République. C'est vous qu'on met en cause !

M. le ministre de l'intérieur. D'ailleurs, vous avez eu, vous, la prudence de ne pas la mettre en cause !

Sachez que le préfet de police est mandaté pour continuer à mettre en oeuvre la police de proximité à Paris, que 1 000 policiers seront déployés, parce que le maire de Paris a décidé, lui, d'engager une politique de recrutement pour permettre aux policiers de se consacrer davantage à leur tâche, ce qui n'avait pas été entrepris auparavant.

M. Lucien Degauchy. Vous êtes incapable !

M. le ministre de l'intérieur. Même si cela vous gêne, cela mérite d'être dit.

Nous allons poursuivre une politique de prévention et d'amélioration de l'habitat dans ces quartiers défavorisés. Plusieurs députés du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance. C'est nul !

M. Laurent Dominati. Et la police ?

M. le ministre de l'intérieur. Croyez bien que la police, en partenariat avec la justice pour permettre l'efficacité de la chaîne pénale, va poursuivre son travail. Elle sera plus nombreuse, plus présente,...

M. Lucien Degauchy. Quand ?

M. le ministre de l'intérieur. ... au service de la sécurité de nos concitoyens.

M. Yves Bur. Zéro !

M. le ministre de l'intérieur. J'aimerais que vous vous associez à ce travail, à cette volonté, plutôt que de critiquer en permanence, madame la députée. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste. - Protestations sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants).

M. Franck Borotra. Personne n'y croit !

Données clés

Auteur : [Mme Françoise de Panafieu](#)

Circonscription : Paris (17^e circonscription) - Rassemblement pour la République

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2862

Rubrique : Sécurité publique

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 juin 2001, page 3919

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 juin 2001